

ACCUEIL > ESPACE PRESSE > 10 ANS APRÈS LE MASSACRE D'ANDIJAN, LA SITUATION DES DROITS HUMAINS EST PIRE QUE JAMAIS



OUZBÉKISTAN

COMMUNIQUÉ

10 ANS APRÈS LE MASSACRE D'ANDIJAN, LA SITUATION DES DROITS HUMAINS EST PIRE QUE JAMAIS

Le dixième anniversaire du massacre d'Andijan sera commémoré le 13 mai. A cette occasion, l'ACAT, la FIDH et Reporters sans frontières appellent la communauté internationale à ne pas oublier l'un des massacres de civils les plus sanglants d'Asie centrale.



Le 12 / 05 / 2015

Le dixième anniversaire du massacre d'Andijan sera commémoré le 13 mai. A cette occasion, la FIDH, Reporters sans Frontières (RSF), l'ACAT (Action des Chrétiens pour l'abolition de la torture) et le « *Club des Cœurs Ardents* » (Fiery Hearts Club) appellent la communauté internationale à ne pas oublier l'un des massacres de civils les plus sanglants d'Asie centrale.

L'indifférence de la communauté internationale par rapport au massacre d'Andijan marque un précédent historique et méprise les centaines d'hommes, de femmes et d'enfants qui reposent anonymement dans des fosses communes après avoir été abattus par l'armée. Elle les prive également de la justice que la mascarade de procès organisé par les autorités ouzbeks en 2005 ne leur a jamais accordée.

Plus grande tragédie de la nation ouzbèke depuis l'indépendance en 1991, le massacre d'Andijan n'a fait qu'aggraver la situation des droits humains dans un pays qui compte aujourd'hui des milliers de prisonniers politiques. « *La tragédie du massacre d'Andijan se perpétue aujourd'hui car tout le monde, même les victimes, se tait par crainte du harcèlement, de poursuites, de la prison et de la torture* » déplore Mutabar Tadjibaeva, directrice de l'association de la défense des droits humain en Ouzbékistan « *Club des Cœurs Ardents* », une organisation membre de la FIDH.

Le 13 mai 2005, le monde a été horrifié par le massacre sans précédent de civils dans la ville d'Andijan, dans l'est de l'Ouzbékistan. Ce jour-là, des milliers de manifestants s'étaient réunis sur la place principale de la ville. Au bout de quelques heures, des soldats ont commencé à tirer sur la foule, tuant des centaines personnes. Le décompte des tués n'a jamais pu être vérifié de manière indépendante. Les autorités ouzbeks évoquent un bilan de 187 morts, alors que d'autres sources estiment le nombre de victimes entre 500 et 1000.

Dix ans après la répression par le sang d'une manifestation pacifique pour réclamer des réformes et plus de liberté, aucune enquête indépendante n'a été autorisée par le gouvernement, et ceux qui osent évoquer la question du massacre périssent en prison ou sont forcés à l'exil.

Aujourd'hui, les organisations de défense des droits humains considèrent qu'entre 10 000 et 12 000 personnes sont détenues sur la base d'accusations de nature politique en Ouzbékistan. Le nombre exact est difficile à établir, et les informations concernant les détentions sont rares car, en raison de la répression de l'État, il n'est pas possible pour les organisations de défense des droits humains de réaliser des activités de surveillances efficaces.

« *Les allégations de torture et de traitement inhumain en détention ne peuvent faire l'objet d'enquêtes indépendantes, cependant notre dernier rapport [1] montre que la torture est toujours systématique et que l'impunité règne encore car les bourreaux ne sont jamais punis* » déclare Christine Laroque, responsable Asie centrale et Asie de l'ACAT.

« *Les quelques médias indépendants et étrangers qui restaient dans le pays ont été interdits immédiatement après le massacre. Les bureaux de presse ont été fermés, les correspondants étrangers chassés du pays, et les principaux sites web indépendants d'informations sont bloqués depuis* » rappelle Johann Bihr, chef du bureau Europe orientale et Asie centrale de RSF. La répression orchestrée par le régime élimine toutes les voix critiques qui pourraient dévoiler au grand jour les violations des droits humains dans le pays : travail forcé et esclavage des enfants dans les champs de coton, stérilisation forcée des femmes, inexistence de médias indépendants et de participation politique, détentions arbitraires et torture.

Aujourd'hui, dix ans après le massacre, les sanctions imposées par la Communauté internationale ont été levées depuis longtemps, et pourtant la situation des droits humains est plus désastreuse que jamais. La FIDH, l'ACAT, RSF et le « *Club des Cœurs Ardents* » dénoncent le silence et l'oubli qui règnent sur la question du massacre d'Andijan et demandent instamment aux États de conditionner leurs relations avec l'Ouzbékistan à des améliorations notables des droits humains dans le pays.

Contact presse :

Pierre Motin, ACAT – 01 40 40 40 24 / 06 12 12 63 94 pierre.motin@acatfrance.fr

Notes aux rédactions :

- [1] Notre dernier rapport sur l'Ouzbékistan est disponible à cette adresse: <http://www.acatfrance.fr/un-monde-tortionnaire/ouzbekistan-rapport-2015>

ARTICLES ASSOCIÉS

BONNE NOUVELLE

 OUZBÉKISTAN**QUATRE PRISONNIERS OUZBÈKS LIBÉRÉS**

« Je ne peux pas croire que je suis libre. C'est comme un rêve ». Quatre défenseurs des droits de l'homme parrainés par des membres de l'ACAT ont bénéficié d'une libération conditionnelle en octobre 2017.

[> LIRE LA SUITE](#)

DÉTENTION



 OUZBÉKISTAN

18 ANS EN ENFER : RÉCIT D'UN PRISONNIER OUZBEK

Mukhammed Begjanov a été libéré le 22 février dernier, après 18 ans en enfer. Il faisait partie des journalistes ayant connu l'une des plus longues peines au monde. Retour sur l'histoire de cet homme, que l'ACAT soutient depuis une décennie.

[> LIRE LA SUITE](#)

TORTURE



 OUBÉKISTAN

UN JOURNALISTE SOUTENU PAR L'ACAT LIBRE APRÈS 18 ANS EN ENFER

Mukhammed Begjanov a été libéré le 22 février. C'était l'un des journalistes emprisonnés depuis le plus longtemps au monde.

[> LIRE LA SUITE](#)

TORTURE

Chaque année, grâce à vos dons, l'ACAT soutient des centaines de victimes dans une trentaine de pays.



FAITES UN DON



 PAKISTAN

UNE JOURNÉE DE PRIÈRE ET DE JEÛNE POUR ASIA BIBI

Le 27 avril 2018, Asia Bibi appelle ses soutiens à travers le monde à exprimer leur solidarité lors d'une journée de prières et de jeûne pour sa liberté. Le 21 avril 2018, le Président de la Cour Suprême pakistanaise, Mian Saqib Nisar, a annoncé à l'avocat d'Asia Bibi que son recours en appel serait bientôt entendu et qu'un verdict serait rendu avant l'été 2018.

[> LIRE LA SUITE](#)

DÉTENTION • PEINE DE MORT

@ACAT_FRANCE

● Exportations d'armes #France Le Groupe Nouvelle Gauche rejoint la résolution de @Sebastien_Nadot pour un contrôl...
<https://t.co/ivVgm7clpO>

Exportations d'armes: des députés réclament un plus grand contrôle du Parlement <https://t.co/Njels5nOoW> via...
<https://t.co/kuAATVHXNB>

RT @ClementBoursin: #Burundi : Germain Rukuki a besoin de soins médicaux ! <https://t.co/bnfC17WHgd> Agissez avec l'@ACAT_France Interpellez...

#MeNam est épuisée. Du fin fond de sa cellule, elle craint pour sa vie. Continuons de la soutenir!... <https://t.co/KT8KMAC27R>

SUIVEZ-NOUS 

Ce n'est pas de votre faute si la torture existe, mais si elle recule, c'est grâce à vous !



TOUT POUR AGIR

 [FICHE OUBÉKISTAN](#)

 [RETROUVEZ TOUTES LES FICHES PAYS](#)

 FAITES UN DON



S'INFORMER

- Actualités
- Par thème
- Par pays
- Fiches Pays
- Rapports et analyses
- Notre magazine

AGIR

- Campagne "Yémen. La France complice ?"
- Campagne "70 ans de la DUDH"
- Campagne "Peine de mort et pauvreté"
- Campagne "Violences policières : brisons le silence"
- Campagne "Accueil de l'étranger"
- Signer
- Soutenir une victime
- Rejoindre
- Militer
- Se former
- Prier & méditer

QUI SOMMES-NOUS

- Nos objectifs
- Nos convictions chrétiennes
- Nos résultats
- Notre organisation
- Indépendance et transparence

DONNER

- Faire un don
- A quoi sert mon don ?
- Donner en confiance
- Legs, donations et assurances-vie
- Don IFI et défiscalisation

[CONTACT](#) [PLAN DU SITE](#) [MENTIONS LÉGALES](#) [CRÉDITS](#)



ACTION DES CHRÉTIENS POUR L'ABOLITION DE LA TORTURE

© 2018 ACAT France - Tout droits réservés